

LE 22 MARS A TOULOUSE : UNE JOURNEE D'AMITIE POLITIQUE ENTRE LES GENS DU PAYS.

Quand on prépare le 22 mars, on se rend compte de ce qu'on est capables de faire, on commence à concrétiser, à pratiquer l'amitié politique qu'on manifesterà le 22.

Quand le « *Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis* » de Toulouse a eu connaissance de la proposition de l'Organisation politique de Paris de faire une journée d'amitié contre la loi CESEDA et pour une politique de paix, chacun s'est emparé de cette proposition, et on a commencé à débattre du sens précis de cette journée.

UNE BONNE PROPOSITION :

Tout d'abord, c'est une proposition qui correspondait à un voeu des ouvriers du Rassemblement : le 22 juin 2005, on avait organisé la première grève des ouvriers sans-papiers. Ce n'était pas une grève ouvrière syndicale, mais une grève politique pour la régularisation. Ce jour-là, une soixantaine d'ouvriers et d'ouvrières sans-papiers de Toulouse et sa région avaient arrêté le travail pour se rassembler avec leurs amis Place du Capitole. On s'était ensuite rendus en manifestation à la préfecture, où une délégation (2 ouvriers et 2 ouvrières sans-papiers et un ami avec papiers) avait été reçue pour demander l'abrogation de la loi des 10 ans (alors en vigueur) et la régularisation sur la base du travail comme en Espagne.

En bilan de cette grève, la plupart avaient émis le souhait d'une initiative nationale, marquant l'importance des sans-papiers dans le pays, et qui ne soit pas une répétition du 22 juin. La proposition du 22 mars, allant dans ce sens, fut donc très bien accueillie et très rapidement adoptée sur le principe.

CLARIFIER LE SENS DE CETTE JOURNEE :

L'idée d'amitié est incluse dans le nom même de notre Rassemblement : « *Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis* ». De quelle amitié s'agit-il ?

La proposition arrivait au moment où nous étions en débat avec des enseignants et des parents qui avaient participé à la mobilisation du printemps de RESF sur le bilan de cette mobilisation. Un des éléments de faiblesse de cette période tient au fait que les situations individuelles pour lesquelles les gens se sont mobilisés n'étaient jamais rattachées à la loi CESEDA qui les permet. Cette amitié-là, réelle et chaleureuse, ne suffit pas. Elle laisse trop de monde de côté, et surtout ne permet pas de traiter le fond de la question.

L'amitié qu'on pratique au Rassemblement est une amitié politique, qui préexiste aux rapports personnels.

Pas d'amitié sans égalité. Au Rassemblement, nous avons un mot d'ordre qui dit : « *chaque habitant du pays doit être compté à égalité avec les autres* » Et un autre qui affirme : « *Nous voulons les droits, pas la charité !* »

Nous tenons beaucoup à l'égalité dans notre façon de travailler. Au Rassemblement ausis, chacun compte pour un. Nous tenions à ce que cette journée soit l'affirmation d'une amitié réciproque, et donc d'une égalité.

Par ailleurs, depuis plusieurs mois, les camarades du Rassemblement, font l'analyse que, au travers de ses dernières lois, en particulier de la loi CESEDA, le gouvernement mène une guerre contre le peuple. C'est très sensible dans les quartiers populaires où vivent la plupart d'entre nous, avec la multiplication des contrôles policiers et des provocations contre les jeunes et les habitants.

Pour toutes ces raisons, après plusieurs discussions, nous sommes tombés d'accord sur l'intitulé : « ***journée d'amitié politique entre les gens du pays, français et étrangers, avec et sans-papiers, jeunes et habitants des quartiers populaires.*** »

COMMENT AVONS-NOUS PREPARE LA JOURNEE ?

Pour préparer la journée, nous avons choisi deux axes :

- Des déclarations spécifiques (ouvriers du bâtiment, étudiante, femmes des quartiers...) pour appeler à la journée
- Et la mise en place de Collectifs pour le 22 mars, où à la fois s'élaborent les textes, et sont décidées les initiatives (rencontre d'associations, diffusions de tracts sur les marchés, rencontres des responsables religieux (imams, curés, pasteurs...), rassemblements publics, participation et animations de débats....) et des moments centralisés : 2 réunions publiques pour préparer la journée du 22 mars.

Pour l'instant, il y a deux collectifs : Le Collectif du Centre-ville, et le Collectif des quartiers du Mirail (incluant la fac).

QU'EST-CE QUE ÇA A CHANGE ?

Les collectifs ont permis que des gens très différents, (femmes françaises musulmanes ou non, ouvriers sans-papiers, enseignants du centre-ville, bénévoles d'associations....) se rencontrent et élaborent ensemble une affirmation forte : ***NOUS VOULONS UN PAYS UNI !***

Cela a donné lieu à des échanges parfois vifs qui ont permis de réfléchir à : « ***Comment faire un pays uni et pour tous ? Par où ça passe ?*** »

Ça passe par les droits du travail pour tous les ouvriers, et donc la régularisation ; ça passe par le respect de chacun, cela passe par combattre les lois d'exclusion ... Cela passe par construire nous-mêmes, ensemble, une politique de paix.

Le résultat du travail des collectifs pour le 22 mars, ça a été aussi une prise de conscience collective que, comme le dit un de nos tracts : LE PAYS , C'EST NOUS TOUS !

Et que nous, gens ordinaires, sommes capables de faire vivre cette idée, de la pratiquer, de la manifester le 22 mars et au-delà. Capacité des gens eux-mêmes, construite et affirmée pendant et malgré la période électorale.

De ce point de vue, on peut dire que se dégage (et c'était sensible dans les réunions publiques) l'idée que le 22 mars est un commencement. Commencement qui pose la question de l'unité politique du peuple de France.